

Loi prostitution : comme prévu, tout se passe mal



Les clients qui restent sont les plus violents, les prix des prestations chutent, les risques pris augmentent : belle réussite.

Avec
H16

C'est parfois avec amusement, parfois avec tristesse que les (rares) libéraux de France constatent que leurs prévisions politiques et économiques se réalisent avec cette justesse qui ne doit finalement rien au hasard.

Dès l'avènement de Chavez au Venezuela, ils étaient les premiers à dire que le pays trottait à sa ruine, qui lui arriva comme prévu, totale et indubitable.

Les problèmes de l'Euro, [largement prévus par Friedman](#), n'auront surpris que ceux qui continuent d'ignorer les bases mêmes de l'économie.

Les prévisions d'enfoncement de la France, basées sur l'observation méthodique des causes profondes du marasme économique dans lequel elle baigne, se révèlent toutes aussi exactes depuis plusieurs décennies : comme on y combat avec acharnement et application toutes les libertés fondamentales, les entreprises et avec elles les emplois, les richesses, la culture et le savoir-vivre à la Française s'étiolent peu-à-peu.

Et plutôt que multiplier les exemples, on s'arrêtera à l'actualité récente, féconde.

En 2012, je notais la tendance du gouvernement d'alors de vouloir absolument légiférer à tort et à travers sur le sujet de la prostitution : [dans un billet du mois de juin](#), j'expliquais que Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre « des droits de la femme », avait décidé d'[en finir avec la prostitution](#), et je prédisais ainsi que

« cela repoussera la prostitution dans des endroits encore plus difficiles à contrôler pour l'État, et accroîtra le risque pour les prestataires et les clients. »

Bien évidemment, il aura fallu un peu de temps pour transformer l'interventionnisme de l'insupportable péronnelle en véritable texte de loi avec contraintes, amendes et vexations puisqu'il faudra attendre 2016 pour que le prurit législatif se traduise par des actions : la loi passe en avril de cette année-là, ce qui ne manque pas de déclencher [quelques prévisions pessimistes](#) des quelques libéraux inquiets de voir une nouvelle fois le législatif et l'exécutif faire absolument n'importe quoi, n'importe comment, par pur dogmatisme et sans tenir compte des réalités de terrain.

Dès 2016, ceux qui le veulent peuvent donc lire quelques éléments de réflexion sur la question avec des effets de bords déjà prévus et [déjà évoqués](#)

« *Petit à petit, le pays se vide de la prostitution officielle et la fait durablement passer dans le marché noir, augmentant tragiquement les risques et dangers de celles et ceux qui pratiquent ces professions. Plus à propos, cela entraîne aussi [un exil massif des prostituées frontalières](#) hors du pays.* »

À la fin de l'année, le constat est sans appel. Farouchement portée par les habitués foutriquets frétilants à la Montebourg et autres mouche du coche comme Rossignol, [cette loi ne marche pas](#) : les clients qui restent sont les plus violents, les prix des prestations chutent, les risques pris augmentent.

Belle réussite.

Devant ce constat, un gouvernement responsable reverrait sa copie. Nous sommes en France, et le ramassis de parasites incompetents et d'arrivistes sans scrupules qui nous dirigent ont autre chose à faire que se préoccuper des petites gens, surtout ceux qu'ils prétendent défendre (à commencer par les prostituées, cela va de soi).

Rien ne changera donc pendant les deux années qui suivront.

Il faut donc être d'une extraordinaire mauvaise foi pour prétendre à la moindre surprise lorsqu'en avril 2018, deux ans plus tard, on aboutit aux mêmes conclusions en lisant le résultat (officiel cette fois-ci) des études menées sur le milieu de la prostitution française suite à l'application de cette loi (présentée comme « *la loi Veil de notre temps* » par ces infatués gouvernementaux) : la « loi prostitution » d'avril 2016 est une véritable catastrophe qui [aggrave nettement la situation](#) des personnes qu'elle entendait naïvement améliorer.

Sauf à tordre le sens des mots – ce que s'empresseront de faire les associations lucratives sans but luttant contre les travailleurs du sexe – le résultat concret de cette loi [porte directement préjudice aux prestataires](#), bien avant les clients.

C'est un ratage total. Les [témoignages abondent](#) :

« *En 20 ans, je n'ai jamais vu une précarité si importante, une extrême clandestinité dans le travail du sexe et une telle violence. Il y a un rapport de force inversé, aujourd'hui, c'est les nanas qui proposent des rapports non protégés pour avoir à manger.* »

Et zut, la moraline, étalée à gros pinceaux par les habituelles associations ramasse-subventions, ne prend pas et dégoûline sans prendre masse. Et crotte, le marché, bien compris, a réagi précisément comme les libéraux s'y attendaient. Et flûte, **tout se déroule exactement comme prévu.**

Conclusion ? Mais c'est évident : pour les associations favorables au texte (Mouvement du nid, collectif Abolition 2012), il s'agit de réclamer « son application pleine et entière »... Pour étendre la misère et le malheur dans les moindres recoins que la moraline n'aura pas aspergés, je présume.

En somme, alors qu'on savait *avant même* que la loi entre en vigueur qu'elle provoquerait des effets délétères strictement opposés à ceux recherchés, alors qu'on observe *effectivement depuis deux ans* que la situation des prostituées s'aggrave conformément à ce qui avait été prévu tant par les libéraux que par les associations responsables et compétentes sur le terrain, et alors que les expériences comparables à l'étranger ont toutes amené aux mêmes conclusions, **absolument rien n'a été fait pour revenir sur la position dogmatique du gouvernement et des associations moralistes pudibondes.**

Le législateur et l'exécutif ont donc laissé une situation s'envenimer. Ils sont directement coupables du sabotage consciencieux de la vie de centaines d'individus. La société française a, très concrètement, perdu deux années pour corriger une situation inique.

Du reste, s'il s'agissait de vraiment éradiquer la prostitution (but parfaitement ridicule en soi tant, rappelons-le, [les vices ne sont pas des crimes](#)), il existe une méthode éprouvée : une des méthodes les plus efficaces pour éradiquer complètement une institution, une habitude ou un marché consiste à l'institutionnaliser, à le nationaliser voire, mieux encore, à le fonctionnariser avec rentes, avantages acquis (de haute lutte ou pas), convention collective et syndicats jaloux de leurs prérogatives.

En mettant en place un Service Public de Prostitution, nul doute que l'État aurait durablement ringardisé la profession, complètement fusillé un marché en transformant la prostitution en bureaucratie paperassière et provoqué les inévitables catastrophes sociétales que ce genre de constructivisme provoque systématiquement.

En attendant que cette idée aussi lumineuse qu'imbécile ne germe un jour dans les esprits malades des politiciens et de leurs associations parasites, on devra se contenter des études sérieuses qui, toutes, alertent sur les résultats catastrophiques et demandent toutes la remise à plat de la loi.

Parions qu'il faudra encore des années de misère, de violence, de maladies et de risques accrus pour revenir en arrière. Mais on s'en fiche : le Camp du Bien progresse !

[Cet article a été initialement publié sur le site Hastable](#)